SARKOZY CONVOQUE UN MINI-SOMMET UE À PARIS AUJOURD'HUI

Arrivera-t-il à dégager une solution commune à la crise ?

Sarkozy, qui préside l'Union européenne jusqu'à la fin de l'année, réunira cet après-midi au Palais de l'Elysée, un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume-Uni et de la France ainsi que le Premier ministre du Luxembourg (président de l'Eurogroupe), le président de la Commission européenne et le président de la Banque centrale européenne. Sarkozy a convoqué ce mini-sommet pour, annonce le communiqué officiel, «préparer la contribution des membres européens du G8 aux prochaines rencontres de cette enceinte consacrée à la crise financière internationale».

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

En fait, Nicolas Sarkozy tente de sauver les meubles d'une Europe dont chacun des pays membres a sa propre approche de la résolution de la crise financière internationale.

Au-delà, l'actuel chef de l'UE veut profiter de la crise, avancent certains analystes, pour marquer sa présidence par l'impulsion d'une gouvernance économique européenne qui manque cruellement dans la conjoncture actuelle et qui semble, pour l'heure, une utopie.

En ces temps de tempête financière internationale, Nicolas Sarkozy n'a cessé de se manifester : à New York d'abord en proposant de sanctionner les responsables du naufrage financier ; à Toulon, ensuite, en appelant à moraliser le capitalisme ; à l'Elysée, cette semaine, en convoquant une réunion d'urgence qui a sauvé de la faillite la banque franco-belge Dexia ; à Paris toujours en réunissant les plus grands des financiers et experts pour écouter leur diagnostic et évoquer l'impact de la crise sur la France et enfin en invitant pour cet après-midi ce mini-sommet européen.

Si Nicolas Sarkozy penche vers la mise en place d'un fonds européen pour empêcher toute faillite bancaire, Angela Merkel, la chancelière allemande, considère que le secteur bancaire de son pays est solide, et partant, elle suggère qu'il faut gérer les crises bancaires au cas par cas et «qu'elle ne peut pas et n'entend pas accorder de chèques en blanc aux banques».

Alors que la France veut défendre un vaste plan de redressement à l'américaine, l'Allemagne se ferre sur l'orthodoxie budgétaire.

Et Angela Merkel n'est pas la seule à être réticente à toute solution globale européenne à la crise. Mercredi dernier, Dublin a pris la décision de garantir pendant deux ans tous les dépôts de ses six grandes banques.

Cette décision, qui exclut les banques non irlandaises, a été décriée par la Commission européenne qui trouve là une manière d'attirer les capitaux dans les seules banques d'Irlande.

Dans la foulée, et selon *Courrier International*, la banque espagnole Santander, par sa décision de racheter à très bas prix (670 millions de livres) l'ensemble des succursales d'une banque d'hypothèques britannique, Bradford et Bingley d'une valeur de 20 milliards de livres, n'a, elle aussi, provoqué aucune réaction de Bruxelles, dans le temps si prompte à réagir à ces arrangements douteux.

Ainsi donc, en ordre dispersé, chacun des pays européens a pris, en toute autorité et comme si l'UE n'existait pas, les mesures qui lui semblaient les plus à même de sauver ses banques ou institutions financières de la faillite, le plus souvent d'ailleurs par un renflouement provenant des deniers publics. Et dans cette valse de décisions rompant avec la sacro-sainte concurrence et dans de telles circonstances, parler d'une gouvernance économique européenne paraît des plus illusoires.

Au sommet européen d'aujourd'hui, Sarkozy ne pourra, dans le meilleur des cas, que rappeler qu'il est toujours et pour moins d'un trimestre au gouvernail de l'UE, un gouvernail sans réelle gouvernance, un gouvernail à 27 branches, chaque branche tentant de se sortir comme elle l'entend du bourbier du capitalisme financier international.

K. B.-A.

SOMALIE

80 civils tués en une semaine dans des violences à Mogadiscio

Au moins 80 personnes ont été tuées et plus d'une centaine d'autres blessées dans des violences dans la capitale somalienne Mogadiscio durant la dernière semaine de septembre, ont annoncé les Nations-Unies hier.

«Au moins 80 civils sont morts et plus de 100 autres blessés», a indiqué devant la presse la porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), Elisabeth Byrs. Alors que «au moins 110 personnes blessées ont été admises en trois jours»

dans les hôpitaux de Mogadiscio, «le chiffre des blessés pourrait être plus élevé», a ajouté Mme Byrs. Selon OCHA, environ 15 000 personnes ont été déplacées suite aux affrontements. Certains se sont rendus dans des districts plus sûrs à l'intérieur de la ville, alors que d'autres ont rejoint le corridor de Afgooye à l'ouest, se joignant aux 300 000 autres personnes qui y sont déplacées. OCHA a lancé un appel de 646 millions de dollars pour venir en aide à 3,2 millions de personnes, soit 43% de la population qui a un «besoin urgent d'aide humanitaire». Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a décrit les combats à Mogadiscio comme «les plus violents depuis février 2007».

Selon l'organisation, «700 000 habitants ont fui Mogadiscio» l'année dernière. Depuis le début de l'année, l'organisation estime à 160 000 le nombre de personnes forcées de quitter la capitale somalienne.

PIRATERIE

Poursuite des négociations pour relâcher un cargo pris par des pirates somaliens

Les négociations pour relâcher un cargo ukrainien, capturé avec son équipage par des pirates au large de la Somalie, se poursuivaient hier et sont «encourageantes», a affirmé hier un porte-parole des pirates, cité par des médias.

«Les négociations progressent avec les propriétaires du bateau», a déclaré le porte-parole depuis Nairobi. «Je ne peux pas vous dire quand les négociations aboutiront, mais les discussions sont assurément encourageantes», a-t-il poursuivi, assurant que «les membres de l'équipage et les Somaliens à bord du bateau sont en sécurité et en bonne santé». Selon cette source, les pirates exigent une rançon de 20 millions de dollars pour relâcher le cargo ukrainien.

Le bateau, qui est détenu par ces pirates depuis le 25 septembre, est actuellement ancré devant le port d'Hobyo, à environ 500 km au nord de la capitale somalienne Mogadiscio, sous la surveillance de navires de guerre étrangers, selon les médias. Selon les autorités ukrainiennes, le cargo appartient à une société panaméenne. Il se dirigeait vers le port kenyan de Mombasa lorsqu'il a été attaqué.

Selon le Bureau maritime international (BMI), environ 60 bateaux ont été attaqués dans le golfe d'Aden et l'océan Indien depuis janvier 2008 par des pirates venus de Somalie, pays livré au chaos depuis 1991.

SRI LANKA

Plus de 40 membres du groupe séparatiste tamoul tués dans une offensive de l'armée

Au moins 42 membres du groupe séparatiste sri-lankais, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), ont été tués lors d'une offensive de l'armée gouvernementale dans le nord du Sri Lanka, a annoncé hier le ministère de la Défense.

Ces nouveaux combats, au sol et sur mer, ont fait aussi depuis jeudi de dizaines de blessés dans les deux camps, a affirmé Udaya Nanayakkara, porte-parole du ministère dont le bilan fait état de 7 158 insurgés tamouls et 697 soldats tués depuis le 1er janvier. Les Tigres tamouls ont reconnu que l'aviation sri-lankaise avait bombardé dans l'après-midi la région de Kilinochchi, dans le nord.

Colombo a lancé depuis des semaines une vaste offensive terrestre et aérienne dans ces régions septentrionales, dont une partie est contrôlée par l'Eelam tamoul. Tous les jours, les combats y font des dizaines de morts dans les deux camps. Le 25 septembre, l'armée de terre avait assuré n'être plus qu'à quatre kilomètres de Kilinochchi, repaire du numéro 1 des Tigres tamouls, Velupillaï Prabhakaran.

En lutte armée depuis 1972, les Tigres tamouls, hindouistes, tentent d'obtenir l'indépendance du nord et du nord-est du Sri Lanka, un pays peuplé à 75% de Cinghalais bouddhistes.

NÉGOCIATIONS SUR LE NUCLÉAIRE NORD-CORÉEN

Christopher Hill de retour à Séoul

Le négociateur américain en nucléaire, Christopher Hill, a indiqué hier à Séoul avoir eu des discussions «substantielles» à Pyongyang, après une mission en Corée du Nord qui visait à débloquer les négociations en matière de nucléaire.

M. Hill est arrivé hier à Séoul après une visite de deux jours en Corée du Nord pour informer les responsables sud-coréens et aussi le négociateur japonais Akitaka Saiki sur ses discussions avec son homologue nord-coréen Kim Kye-Gwan et d'autres responsables.

Il devrait se rendre aujourd'hui à Pékin pour rencontrer dans le même but son homologue chinois Wu Dawei.

Lors de sa visite à Pyongyang, à l'invitation des autorités nord-coréennes, Christopher Hill tentait de sauver un accord sur la dénucléarisation de la Corée du Nord signé en 2007 mais dont la mise en œuvre reste compromise.

La Corée du Nord négocie depuis 2003 l'abandon de son programme nucléaire en échange d'une aide énergétique et de garanties en matière diplomatique et de sécurité.

Elle a fermé son principal réacteur nucléaire et commencé à le démanteler dans le cadre de l'accord à six pays (Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Etats-Unis, Japon, Russie) conclu en octobre 2007. Mais les discussions achoppent sur les modalités de vérification, les autorités américaines exigeant que Pyongyang se soumette à un mécanisme complet de vérification (inspections surprises, accès à des échantillonnages de matériaux et d'équipements notamment).

De son côté, Pyongyang soutient que ces inspections ne figuraient pas dans l'accord de 2007. Il dénonce une atteinte à sa dignité et menace de relancer ses installations nucléaires et d'y réintroduire des matériaux fissiles.

ECHANGE DE TIRS ENTRE SOLDATS DES DEUX PAYS

Incident à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge

Des soldats cambodgiens et thaïlandais ont échangé des tirs hier dans une zone près d'un temple à leur frontière commune, selon des responsables cambodgiens.

«Il y a eu un accrochage, mais nous ne savons pas combien de soldat thaïlandais ont été blessés», a déclaré Hang Soth, responsable de l'autorité du temple de Preah Vihear (sous contrôle du Cambodge). «Côté cambodgien, il y a un blessé», a-t-il ajouté.

Selon des responsables cambodgiens, des soldats des deux pays «ont échangé des tirs pendant moins de dix minutes après l'entrée d'une dizaine de militaires thaïlandais dans une zone disputée» près du temple de Preah Vihear, où les deux pays avaient massé des troupes en juillet